

Page 1 sur 7

à livrer à l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du Secteur de l'Electricité au Cameroun Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. Tranches /Allotissement

Le présent Appel d'Offres comporte un (01) lot unique. Les fournitures y afférentes s'exécuteront en Deux tranches dont une ferme et une conditionnelle.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Cinq Milliards Huit Cent Soixante-Quinze Millions Six Cent Vingt-Deux Mille Neuf Cent Douze (5 875 622 912) FCFA repart en tranches ainsi qu'il suit :

INTITULES	Montant tranche ferme	Montant tranche conditionnelle	MONTANT PREVISIONNEL EN FCFA	MONTANT PREVISIONNEL EN EURO
Fourniture de 20 000 kits de comptage intelligents et communicants pour les points de livraison de l'Etat et mise en œuvre Advanced Monitoring/Metering Infrastructure (AMI) associé	1 175 124 600	4 700 498 312	5 875 622 912	8 956 742
TOTAL	1 175 124 600	4 700 498 312	5 875 622 912	8 956 742

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à *égalité de conditions aux entreprises ou groupe ayant représentant local et disposant d'une expérience avérée dans le domaine des études, de la fourniture et de la construction des ouvrages électriques dans les Postes Sources de Distribution de l'électricité. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement*

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financés par *l'appui budgétaire PforR* des exercices 2024 et suivants sur la ligne d'imputation budgétaire N°32-137-01-330002 524112

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en **ligne** ou **hors ligne**. Toutefois, un soumissionnaire ne peut utiliser à la fois le mode en ligne et le mode hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **Cent dix-sept millions Cinq Cent douze mille**

(117 512 000) francs CFA. Cette caution doit être valable et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation de l'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) aux heures ouvrables sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition de l'Appel d'Offres

La version physique de l'Appel d'Offres peut être obtenue au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, E-mail : ucprsec@gmail.com; elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cinq cent mille (500 000) Francs CFA, payable au Trésor Public. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission. Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions de l'Appel d'Offres, devra parvenir au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, au plus tard le **07 JAN 2023** à 14 heures précises et déposée contre récépissé. Les plis fermés contenant les offres devront porter la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT
000006 /AOIO/MINEE/PforR/UCP/CSPM/CCCM-AI/2024 DU 19 5 NOV 2024 :
POUR LA FOURNITURE DE 20 000 KITS DE COMPTAGE INTELLIGENTS ET
COMMUNICANTS POUR LES POINTS DE LIVRAISON DE L'ETAT ET MISE EN
ŒUVRE ADVANCED MONITORING/METERING INFRASTRUCTURE (AMI) ASSOCIE
EN PROCEDURE D'URGENCE.
«A N'OUVIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

- Pour la soumission en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 07 JAN 2025 à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituer

l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l' Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ; Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle des réunions de la Commission Spéciale de passation des Marchés, sis au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, ucprsec@gmail.com, le **07 JAN 2025** à 15 heures le même jour, heure locale par la Commission Spéciale de Passation des Marchés, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une bonne connaissance du dossier, conformément aux procédures reconnues par le Code des Marchés Publics en vigueur au Cameroun.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.

Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqués dans le RPAO, entraînera le rejet de l'Offre.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offre relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à éviter pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- Absence à l'ouverture des plis ou non-conformité, de la caution de soumission timbrée délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ;
- de la non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- de l'absence du certificat d'origine /éditeur ou de l'autorisation du fournisseur agréé, le cas échéant ou absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ;

- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- Non-respect d'une spécification technique majeure indiquée dans le Descriptif des fournitures du présent DAO (Fonctions GPRS, CPL et RF) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée
- Absence de la Référence générale minimale cumulés de 2 000 000 000 FCFA dans le domaine de l'électricité au cours des cinq dernières années pour le lot postulé ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé » ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Non-respect d'au moins 75% des critères essentiels ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois dernières années ;
- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des

candidats à exécuter les prestations ou livrer les fournitures, objet de l'Appel d'Offre .

Les critères essentiels à la qualification des fournisseurs porteront à titre indicatif sur:

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- la Qualification et expérience du personnel ;
- les Moyens logistiques ;
- le délai de garantie ;
- Plan Gestion Environnemental et Social (PGES).
- Les Propositions d'amélioration pour augmenter la rentabilité et l'efficacité
- Présentations Préliminaires du Système AML auprès des administrations et autorités techniquement compétentes avec PV de Compte rendu)
- Démonstration du Système AML auprès des administrations et autorités techniquement compétentes avec PV ou Lettre d'invitation ou compte rendu),

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Cet Appel d'offre est à Lot unique

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroun, Tél.: (+237) 620 758 302, E-mail : ucpprsec@gmail.com elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr; ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 15 NOV 2024

Le Coordonnateur du Programme de Réforme
du Secteur de l'Electricité au Cameroun
(Le Maître d'Ouvrage Délégué)

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CSPM-PforR ;
- Présidents de CCCM ;
- Chronos/Affichage.



Thongolok Elong Serge
Ingénieur en Electricité Industrielle
Maître de l'Administration des Entreprises

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRY OF WATER
AND ENERGY

CAMEROON POWER SECTOR
REFORM PROGRAM

CAMEROON-WORLD BANK COOPERATION
CAMEROON – WORLD BANK COOPERATION



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA - WORLD BANK GROUP

Programme P178136 (IDA Credit 73940-CM)
Programme Coordination Unit (UCP-
PforR)

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF WATER
AND ENERGY

CAMEROON POWER SECTOR
REFORM PROGRAM

00 00 0 6AOIO/MINEE/PforR/UCP/CSPM/CCCM-AG/2024 OF '15 NOV 2023
OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No.
TO SUPPLY 20,000 SMART, COMMUNICATING METERING KITS FOR
THE STATE'S DELIVERY POINTS AND THE IMPLEMENTATION OF THE
ASSOCIATED AMI (ADVANCED MONITORING/METERING
INFRASTRUCTURE) UNDER EMERGENCY PROCEDURE

Representative of the Contracting Authority: Coordinator of the Programme Coordination Unit-PforR

FINANCING: PforR, 2024 and subsequent financial years.

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of the implementation of the budget support received from the World Bank for the 2024 and subsequent financial years, the coordinator of the Cameroon Power Sector Reform Programme, representative of the Contracting Authority, hereby launches an Open International Invitation to Tender, for the supply of 20,000 smart and communicating metering kits for the State's delivery points and the implementation of the associated Advanced Monitoring/Metering Infrastructure (AMI).

2. Scope of work

The works covered by this consultation include: the supply of 20,000 smart, communicating metering kits for the State's delivery points and the implementation of the associated Advanced Monitoring/Metering Infrastructure (AMI) under emergency procedure, in particular

- ✓ Manufacturing studies for the metering kits;
- ✓ Manufacture, transport and on-site delivery of the kits;
- ✓ Factory tests;
- ✓ On-site acceptance tests
- ✓ Approval of procedures by the relevant authorities;
- ✓ Supply and installation of an AMI (Advanced Monitoring/Metering Infrastructure): Design, installation, configuration, production start-up of the tools, training and upgrading of the IT installation.

3. Estimated time-limit and place of delivery

The maximum period set by the representative of the Contracting Authority for delivery of the works covered by this consultation is:

LOT NO.	Firm Tranche	Conditional Tranche	ESTIMATED TIME LIMIT
SINGLE LOT	1 month	9 months	10 months

to be delivered to the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Programme. This implementation period runs from the date of notification of the service order to start work.

4. Phase/ Allotment

This invitation to tender comprises one (01) single lot. *The related supplies will be carried out in Two phases, one firm and one conditional.*

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is Five billion eight hundred and seventy-five million six hundred and twenty-two thousand nine hundred and twelve (5,875,622,912) CFA francs broken down into tranches as follows:

TITLES	Amount of the firm tranche	Amount of the conditional tranche	ESTIMATED AMOUNT IN CFAF	ESTIMATED AMOUNT IN EUROS
Supply of 20,000 smart, communicating metering kits for the State's delivery points and implementation of the associated Advanced Monitoring/Metering Infrastructure (AMI)	1,175,124,600	4,700,498,312	5,875,622,912	8,956,742
TOTAL	1,175,124,600	4,700,498,312	5,875,622,912	8,956,742

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to companies or groups with local representation and proven experience in the field of design, supply and construction of electrical works in Electricity Distribution Substations. *Participation in the form of a consortium is permitted provided that the lead partner is designated and the specific responsibilities of each member are clearly stated.*

7. Financing:

The services covered by this Invitation to Tender will be financed by the PforR budget support for the 2024 and subsequent financial years under budget line No.32-137-01-330002 524112

8. Submission method

The submission method chosen for this invitation to tender is online or offline. However, bidders are not allowed to use both online and offline methods.

9. Bid bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a structure or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, as listed in Document 14 of the Tender File, for an amount of **one hundred and seventeen million five hundred and twelve thousand (117,512,000) CFA francs**. This bond must be valid for up to **thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders**. The absence of a bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds for public contracts will result in the bid's outright rejection. A bid bond produced but not related to the tender shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be considered inadmissible.

10. Consultation of the Invitation to Tender

The physical file may be consulted free of charge at the offices of the Contracting Authority's Representative during working hours at the Olézoa Neighbourhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hôtel, behind Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroon, Tel: **(+237) 620 758 302**, as soon as this notice is published..

It can also be consulted online on the platform COLEPS at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on ARMP's website (www.armp.cm)

11. Acquisition of the Invitation to Tender

The physical copy of the tender file can be obtained at the head office of the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Programme, located at the Olezoa Neighbourhood, Rue Daniel ESSOMBA, Mfoundi Canal, behind Prestige Hotel, behind Mutuelle du Tresor Yaounde-Cameroon, Tel.: **(+237) 620 758 302**, E-mail ucpprsec@gmail.com; elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of five hundred thousand **(500,000) CFA Francs**, payable to the Public Treasury. A copy of the receipt of this payment shall be attached to the Tender File. Upon withdrawal of the Tender File, the bidders must get registered with their full address (P.O. Box, Fax, E-mail address, telephone, etc.).

An electronic version of the tender file can also be downloaded free of charge from the addresses indicated above. However, physical or electronic submission is subject to payment of the tender file purchase fee.

12. Submission of bids

Each bid shall be drawn up in French or English.

- For off-line submission, the bid, drawn up in French or English, in **seven (07) copies including one (01) original and six (06) duplicates** marked as such, in accordance with the requirements of the Invitation to Tender, must reach the head office of the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Programme, located at the Olézoa Neighbourhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hôtel, behind Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroon, Tel.: **(+237)**

620 758 302, no later than 2 p.m. on 07 JAN 2025

No. 0000 OPEN INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER
//AOIO/MINEE/PforR/UCP/CSPM/CCCM-AG/2024 OF 75 NOV 2025
FOR THE SUPPLY OF 20,000 SMART, COMMUNICATING METERING KITS FOR THE
STATE'S DELIVERY POINTS AND THE IMPLEMENTATION OF THE ASSOCIATED
ADVANCED MONITORING/METERING INFRASTRUCTURE (AMI) UNDER EMERGENCY
PROCEDURE.
"TO BE OPENED ONLY DURING BID OPENING SESSION"

- For online submission, the bid, drawn up in French or English, must be sent by the bidder on the platform COLEPS no later than 2 p.m. on 07 JAN 2025. A back-up copy of the bid recorded on a memory stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the indication above, within the deadline.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer

The following formats shall be accepted:

- PDF format for documents containing text;
- JPEG for those containing images.

The applicant must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted in accordance with the sizes indicated above.]

Bids received after the deadline will be deemed inadmissible.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The representative of the Contracting Authority will not accept the following:

- envelopes bearing details on the identity of the bidders,
- envelope submitted after the closing date and time.
- tenders with no reference to the invitation to tender;
- tenders that do not comply with the submission method
- Failure to respect the number of copies indicated in the Special Regulations of the Invitation

to Tender or offer only in copies;

In conformity with the requirements of the Tender File, any incomplete bid shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class structure or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the model documents in the tender file, will result in the bid's outright rejection without any appeal. A bid bond produced but not related to the bid shall be considered to be missing. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be considered inadmissible.

14. Opening of bids

The bids will be opened in the meeting room of the Special Tenders Board, at the head office of the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Programme, located at the Olezoa Neighbourhood, Rue Daniel ESSOMBA, Mfoundi Canal, behind Prestige Hotel, behind Mutuelle du Trésor Yaounde-Cameroon, Tel.: (+237) 620 758 302, ucprsec@gmail.com, on @ 7 JAN 2025 at 3 p.m. on the same day, local time, by the Special Tenders Board, sitting in the presence of the bidders or their duly authorised representatives with a good knowledge of the file, in accordance with the procedures recognised by the Public Contracts Code in force in Cameroon.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified true by the issuing service or a competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. The documents must be less than three (3) months old or must have been issued after the date of signature of the Invitation to tender

The absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a period of 48 hours granted to the bidders concerned, will result in the bid's outright rejection.

Failure to comply with the number of copies indicated in the regulations will lead to the bid's outright rejection.

15. Evaluation criteria

There are two types of assessment criteria: eliminatory criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

The purpose of these criteria is to identify and reject incomplete tenders or tenders that do not comply in essence with the conditions laid down in the Tender File, relating in particular to the admissibility of the administrative documents, the compliance of the technical offer with the technical specifications of the Tender File and the qualification of the tenderers

15.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be avoided in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They must not be scored). Failure to meet these criteria will result in the outright rejection of the bid.]

These include:

- 1. the absence at the opening of the bids or the non-conformity of the bid bond issued by a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds for public contracts;*
- 2. failure to produce, after a period of 48 hours, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (with the exception of the bid bond);*
- 3. the absence of the certificate of origin/publisher or the authorisation of the approved supplier, where applicable, or the absence of the approval or authorisation of the supplier issued by a distributor approved by the manufacturer accompanied by the approval document of the said distributor;*
- 4. the absence of a prospectus accompanied by the manufacturer's technical data sheets;*
- 5. Non-compliance with a major technical specification indicated in the Description of Supplies of this Tender File (GPRS, PLC and RF functions);*
- 6. the absence of a dated and signed integrity charter;*
- 7. the absence of a dated and signed Declaration of Commitment to comply with the environmental and social clauses.*
- 8. Absence of a minimum cumulative general reference of CFAF 2,000,000,000 in the field of electricity over the last five years for the lot applied for;*
- 9. the absence of a quantified unit price in the financial offer*
- 10. Special Administrative Clauses initialled on each page and signed with the mention 'read and approved'.*
- 11. false declarations, fraudulent practices or falsification of documents;*
- 12. Failure to meet at least 75% of the essential criteria;*
- 13. Absence of a sworn statement that no work has been abandoned during the last three years;*
- 14. failure to comply with the tender file format submitted online;*

15.2. Essential Criteria

The essential criteria are those that are essential or key to assessing the technical and financial capacity of the candidates to carry out the services that are the subject of the invitation to tender

The essential criteria for the qualification of suppliers will relate, by way of indication, to:

- The presentation of the offer;
- The bidder's references;
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);
- Delivery schedule (planning and timetable for carrying out related services);
- the financial capacity (access to a credit line or other financial resources, turnover, proof of financial solvency);
- Staff qualification and experience;
- The logistical resources;
- The warranty period

- The Environmental and Social Management Plan (ESMP).
- Suggestions for improvement to increase profitability and efficiency
- Preliminary presentations of the AML System to the administrations and technically competent authorities, with minutes)
- Demonstration of the AML System to the officials and technically competent authorities (with minutes or letter of invitation or report),

16. Award

The representative of the Contracting Authority shall award the contract to the tenderer who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is assessed as the lowest, including, where applicable, the proposed discounts.

17. Maximum number of lots:

This is a single-lot Invitation to Tender

18. Validity of bids

Bidders remain bound by their tender for one hundred and twenty (120) days from the initial deadline scheduled for the submission of tenders.

19. Additional information

Further information can be obtained during working hours at the head office of the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Programme, located at the Olézoa Neighbourhood, Rue Daniel ESSOMBA, Mfoundi Canal, behind Prestige Hôtel, behind Mutuelle du Trésor Yaoundé-Cameroon, Tel. (+237) 620 758 302, E-mail: ucpprsec@gmail.com elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr or online on the platform COLEPS at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Contracting Authority.

20. Fight against corruption and malpractices

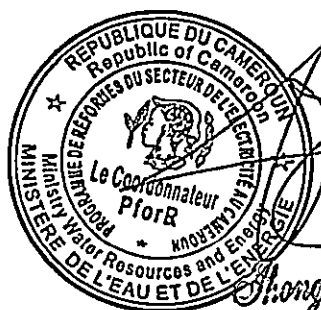
In case of any act of corruption, "attempt of corruption or malpractices", please call the CONAC at the number 1517, and call or send an SMS to the Public Contracts Authority (MINMAP) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, on 15 NOV 2024.

Coordinator of the Cameroon Power Sector
Reform Programme
The Contracting Authority's Representative

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP);
- ARMP;
- Contracting Authority;
- Chairperson CSPM-PforR;
- CCCM Chairpersons;
- Chronos/Notice Board.



Shongole Elong Serge
Ingénieur en Technique Industrielle
Master en Administration des Entreprises